

et les autres?



LE JOURNAL DE LA **FONDATION ABBÉ PIERRE**

Abbé Pierre

Avec vous, en finir avec les bidonvilles



© Pierre Faure



© FIP

page 8

■ Avec vous, en finir avec les bidonvilles



© DR

page 13

■ Roger Meï: «J'ai appliqué la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen.»

pages 4/7

AGIR AU QUOTIDIEN

pages 8/12

AVEC VOUS, EN FINIR AVEC LES BIDONVILLES

page 13

ROGER MEÏ: «J'AI APPLIQUÉ LA DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN.»

page 14

LA CULTURE, C'EST VITAL!

pages 16/17

LE MONDE DU LOGEMENT

pages 18/19

AGIR ENSEMBLE

page 20

LE COMBAT DE NOLWENN LEROY AVEC L'ABBÉ PIERRE



© DR

page 17

■ Bernard Cadeau: «Être les ambassadeurs du logement à vocation sociale.»



© Seb. J. Godfrey

page 20

■ Le combat de Nolwenn Leroy avec l'abbé Pierre

L'édito du président

Fraternité, je crie ton nom!

Les bidonvilles sont une honte. Comment pouvons-nous laisser des enfants naître dans de telles conditions ? Laisser tant de mineurs séparés de leurs familles dans des camps ? En 54, l'abbé Pierre a hurlé quand un enfant est mort dans la rue. Nous devons hurler contre ce qui se passe aujourd'hui et ne pas accepter que les responsables politiques ne proposent rien d'autre que la prison à ciel ouvert ou l'expulsion.

Certains hommes politiques ont tendance à oublier le sens du mot "fraternité" dès qu'il s'agit de migrants ou d'étrangers. C'est inacceptable. Ni la haine ni les barbelés ne sauveront toutes ces victimes de la guerre et de la misère, bien au contraire. Or, je le constate chaque jour, l'un et l'autre se développent à toute allure. À nous de refuser cela.

De le dénoncer haut et fort et d'agir en montrant qu'une autre voie est possible.

Raymond Etienne

Président de la Fondation Abbé Pierre



© Seb. J. Condroy



■ Un nouveau logo, pourquoi ?

Avec ce numéro d'octobre de "Et les Autres", vous découvrez le nouveau logo de la Fondation. Comme vous le savez, un logo traduit l'identité d'un organisme. Celui de la Fondation s'inscrit dans la combativité, la fraternité, l'optimisme et l'expertise : **des valeurs qui ont toujours été celles de l'abbé Pierre**. Le logo reprend ainsi **son portrait de l'hiver 54** lorsque sa parole, sa lutte contre la pauvreté ont trouvé une véritable résonance. Ce logo figure d'ores et déjà sur le site internet et les réseaux sociaux. En revanche, soucieuse de ne jamais gaspiller l'argent que les donateurs lui confient pour ses missions, la Fondation ne déclinera son logo sur ses documents papier, cartes de visite, lettres à en-tête, enveloppes, etc., qu'au fur et à mesure de l'épuisement des stocks. Elle sera attentive à ce que cela ne génère aucun frais supplémentaires. Comme tout changement, celui du logo séduira certains, chagrinerà d'autres. Sachez que, comme toujours, nous apprécierons vos remarques et vos réflexions.

"Et les autres?" est édité par la **Fondation Abbé Pierre** pour le Logement des Défavorisés : 3-5, rue de Romainville - 75019 Paris - Tél.: 01 55 56 37 00 - www.fondation-abbé-pierre.fr ISSN: N° 1245-3420. Publication trimestrielle

Commission paritaire n° 0518 H89713. Abonnement annuel: 4 €, prix au numéro: 1 €. - **Service Donateurs: 01 55 56 37 25**
Président : Raymond Etienne. Directeur de la publication: Christophe Robert. Directeur de la rédaction : Jean-Pierre Gilles.
Rédacteur en chef : Yves Colin. Secrétaire de rédaction : Mighelina Santonastaso.

Conseillère éditoriale et journaliste : Anne-Marie Cattelain Le Dû. Journaliste: Delphine Picard. Maquette: Thierry Laurent.
Impression: Orient express, 6 rue Bezout 75014 - Paris. Routage: France Routage 2, ave Gutenberg 77600 Bussy-St-Georges.
Ce numéro comporte un encart sur une partie de la diffusion.





Réinvestir son quartier

Contrairement aux quartiers alentour, celui de Dravemont à Floirac, (33) n'a fait l'objet d'aucun aménagement ou rénovation. Dans un environnement de plus en plus dégradé, nombre d'habitants ont lâché prise. "L'Espace social et culturel Haut-Floirac" tente de les mobiliser autour de projets communs : animations en bas des immeubles, nettoyage des parties communes auquel participent adultes et enfants, mais aussi réunions d'information sur l'accès au droit.

Sculpture témoin

500 heures de travail ont été nécessaires pour réaliser "Chemin de vie", une sculpture cubique en inox inaugurée en juin dernier à Rennes. À l'initiative du collectif "Le sac, ma maison", une cinquantaine de SDF a participé à cette œuvre sur laquelle leurs mots, sous forme de bulles de BD, décrivent leur quotidien.

Sur les routes avec les jeunes

Cet été, pour la troisième année consécutive, les bénévoles de la Fondation sont allés à la rencontre des jeunes aux Eurockéennes de Belfort et aux Francofolies de La Rochelle. Les festivaliers accueillis dans le bus jaune, où une chambre indigne était reproduite, ont reçu le "Guide du logement des jeunes". Ils ont aussi découvert le projet de plateforme de mobilisation citoyenne. Pour témoigner de leur sensibilité aux problèmes actuels de la société, nombre de visiteurs ont accepté de poser devant le sigle de la nouvelle campagne "#OnAttendQuoi" (lire page de droite). C'est aussi la troisième fois que, le 17 octobre prochain, à l'occasion de la "Journée mondiale du refus de la misère", un concert, donné à La Cigale à Paris, va clore la tournée estivale "Abbé Road". À l'affiche, des artistes urbains dont Disiz, parrain de l'événement, Black M, Youssoupha, Bigflo & Oli, Georgio, Vitaa et Brav, monteront sur scène gracieusement. D'autres personnalités nous feront l'honneur d'être auprès de la Fondation ce jour-là. Les billets peuvent être achetés dans tous les points de vente habituels.



ÇA TOURNE!

Pendant les cinq années de leur scolarité, du CP au CM2, les élèves de l'école primaire des Bastides, dans le quartier Saint-Antoine Plan d'Aou à Marseille, participent à des réalisations artistiques. Actuellement, ils s'investissent sur l'écriture du scénario et le tournage d'un film sur le thème "Qu'est-ce que c'est être chez soi". Une réalisatrice professionnelle les guide et les assiste. Les premières scènes ont été tournées dans des appartements de la Cité. Pendant les vacances, les enfants sont partis en Sicile pour changer de décor et proposer d'autres images. Cette initiative de l'association "Cosmos Kolej", dite "La Gare Franche", a



pour but de sortir les enfants du contexte de violence, d'agressivité et de drogue du quartier. Et de leur montrer qu'il existe d'autres voies pour s'exprimer, notamment la culture et la création en groupe. La Fondation subventionne cette initiative en prenant en charge 30% du budget prévisionnel.

Lutter contre l'exclusion, c'est réveiller les consciences et agir concrètement pour changer le monde. C'est dans cette optique que la Fondation lance sa nouvelle campagne "#OnAttendQuoi".

“#OnAttendQuoi”, une plateforme citoyenne et interactive



écrits, la Fondation interpelle tout un chacun. Le mal-logement doit devenir la préoccupation de toutes et tous. Chaque citoyen doit dénoncer cette situation indigne d'un pays développé, imaginer des solutions, soutenir son éradication. Des personnalités comme Nolwenn Leroy, Zaz, Rachida Brakni et Éric Cantona, Mélissa Theuriau et Jamel Debbouze, vont

Parce qu'un grand pays est un pays où chacun a sa place, parce que sans logement digne, il n'est pas possible de vivre sereinement, la Fondation souhaite mobiliser toutes les volontés afin de montrer aux futurs candidats aux élections 2017 que le logement doit être l'une de leurs priorités.

Le constat est en effet consternant, plus de 3,8 millions de personnes sont mal logées en France. Loin d'être une fatalité, il existe des solutions concrètes pour résoudre ce problème qui ronge littéralement la société française. Ce sont ces solutions citoyennes que la Fondation souhaite mettre en avant et voir émerger. Avant le 22 avril 2017, date du premier tour de l'élection présidentielle, il s'agit de brosser les contours d'une société qui a les moyens et la force de supporter les plus fragiles, de montrer une vision plus solidaire, plus positive de l'avenir. C'est pourquoi, après avoir dressé un état des lieux de la France des mal-logés à travers des expositions, des

promouvoir “Le Rappel”, une reprise actualisée de l'appel lancé par l'abbé Pierre le 1^{er} février 1954. S'inspirant de ce célèbre “cri”, la Fondation entreprend une grande campagne de mobilisation citoyenne : “#OnAttendQuoi”, souhaitant ainsi infléchir la politique des futurs dirigeants. “Le Rappel” pourra aussi être signé par les internautes afin de marquer leur volonté d'accompagner la Fondation dans son combat contre le mal-logement. Via la plateforme “#OnAttendQuoi”, nous lançons un défi à relever ensemble : un toit, un vrai toit pour tous. ■



© Seb / Godefroy

Les dates clé

- **12 septembre-9 octobre** : “Portrait de la France des mal-logés”, exposition photos sur les murs de l'Hôtel de Ville de Paris, rue de Rivoli/rue Lobau. Circulera en régions entre février et mai 2017.
- **15 septembre** : parution du livre “Sortir du mal-logement, c'est possible !”, Éditions de l'Atelier. 10 €, en librairie
- À partir du **19 septembre** : lancement de la plateforme interactive et virtuelle “#OnAttendQuoi”, avec, entre autres, “Le Rappel”.
- **27 au 29 septembre** : Congrès de l'Union sociale pour l'habitat, Nantes. Interpellation du secteur du logement social partout en France.
- **13 au 20 octobre** : semaine des accueils de jour, appel aux initiatives, Forum des Images (Paris).
- **17 octobre** : concert Abbé Road, La Cigale, Paris. – Journée mondiale du Refus de la Misère.
- **14 novembre** : lancement de la campagne d'hiver de la Fondation.
- **22 janvier 2017** : 10^e anniversaire de la mort de l'abbé Pierre.
- **31 janvier 2017** : à la Grande Arche de la Fraternité à la Défense, présentation du 22^e rapport sur l'État du mal-logement en France.





Sri Lanka : 98 maisons pour les ouvriers agricoles

Depuis 2008, la Fondation a participé à la construction de 84 maisons pour les ouvrières des plantations de thé. Cette année, 14 autres ont été inaugurées et de nouvelles sont en cours de finition. Maisons parfaitement entretenues par leurs occupants qui développent autour jardins et potagers.

Jeunes : des chiffres parlants

1 jeune actif sur 4 vit en colocation, 52% sont locataires, 6% propriétaires. Les autres ont des statuts intermédiaires (hébergement par une structure, sous-location, colocation, chambre chez l'habitant) et 1% vit en habitat précaire (squat, sdf, camping...).

■ Arnaud Serrurier, bénévole: « Avoir un toit, une question de survie. »



«Je suis architecte, j'ai donc toujours été sensible aux questions liées à l'habitat et à la précarité sociale. Avant de devenir bénévole, j'ai travaillé comme volontaire sur des programmes que la Fondation a financés au Pérou puis en Colombie. Désormais, j'apporte mon éclairage sur les demandes de financement et les orientations à donner sur les actions de solidarité internationale de la Fondation. Cela me permet de

garder une activité liée à ma profession, tout en ayant un investissement plus social et militant que ne me le permet mon travail de directeur du patrimoine d'une collectivité territoriale. Les défavorisés doivent faire face au double problème d'une société où la mondialisation les met sous pression et aux changements environnementaux qui accentuent leur précarité. La Fondation martèle à raison des fondamentaux que les politiques négligent à savoir qu'avoir un toit est vital, indispensable à la survie, indissociable des grandes questions sociales : santé, éducation, économie, développement.»

■ NICARAGUA: DES CENTAINES DE MAISONS FINANÇÉES

Depuis 2012, la Fondation soutient les actions menées par l'association locale "Casa de la Mujer" en relation avec "Habitat-Cité", une association française. Dans ce pays très pauvre d'Amérique Centrale, la Fondation a financé la construction de 283 maisons et aidé les femmes à développer de petites activités grâce à des microcrédits. "La Casa de la Mujer" mène aussi des actions de formation professionnelle, tient des permanences d'information et de conseil. Afin d'aider de nouveaux ménages et de renforcer l'assise de son partenaire local, la Fondation s'est engagée pour une nouvelle période de trois ans demandant à ses partenaires de développer des programmes très ciblés, tant au niveau géographique que des populations bénéficiaires.



■ Des mains tendues aux migrants

En Isère, la situation des réfugiés a provoqué un mouvement de solidarité qui s'est traduit par des offres de service. Des particuliers, constitués en Collectif, mais aussi des communes et des diocèses, ont proposé de prendre en charge des demandeurs d'asile, réfugiés, migrants de toutes origines et de toutes conditions. Pour organiser cet accueil, ces personnes se sont adressées à



des associations dont "Un toit pour Tous". Convaincue qu'une offre d'accompagnement et de logements durables est facteur d'insertion de ces familles migrantes et d'acceptabilité sociale, l'association "Un Toit Pour Tous" soutient et coordonne ces initiatives locales, avec l'appui financier de la Fondation (30 000 €).

■ FEMMES ISOLÉES EN DÉTRESSE



En Ardèche, l'association "FOB de Payzac" accueille et réinsère des femmes maltraitées, victimes de violences conjugales. Depuis trois ans, avec l'aide de deux éducatrices spécialisées, FOB a aussi monté une structure itinérante pour agir en milieu rural très éloigné et aller à la rencontre de cette population fragilisée et sans ressources. « *En Ardèche méridionale, une région pauvre, une vingtaine de femmes avec ou sans enfants, qui ont quitté le domi-*

cile conjugal pour échapper aux maltraitances, vivent en habitat précaire. Faute de moyens, certaines sont menacées d'expulsion », précise le président de l'association. FOB les conseille, les oriente, et sert d'espace de médiation tant avec l'administration qu'avec la famille si besoin est. La Fondation a contribué à hauteur de 20 000 € au financement de cette action. ■

■ Une action à long terme

Depuis 11 ans, l'association "Justice pour le petit Bard", se bat aux côtés des habitants de ce quartier délaissé de Montpellier. Ainsi, l'année dernière, elle a organisé "l'Agora des Quartiers" pendant trois jours. Un événement pendant lequel les habitants, à travers différentes actions culturelles, ont pris la parole et parlé de leur quotidien. À l'issue de cette manifestation, forte de son expérience, l'association a décidé de créer "La Maison des Habitants". Elle souhaite, à travers cette nouvelle structure mener plusieurs projets autour du logement avec une priorité : mieux suivre les familles pour résoudre leur problème de mal-logement. L'association entend aussi contribuer à une meilleure connaissance des droits, préserver et développer le lien social par des actions culturelles ciblées. La Fondation a versé 30 000 € pour que ce projet aboutisse. ■



■ ACCUEILS DE JOUR : MOBILISATION GÉNÉRALE

Du 15 au 20 octobre se tiendra "La semaine des accueils de jour" qui a pour slogan "Ici, on sort de la rue". La Fondation Abbé Pierre et la Fédération Nationale des Associations d'accueil et de réinsertion sociale co-organisent cette mobilisation pour valoriser ces lieux en donnant à voir les actions menées (rencontres thématiques régionales, enquête nationale, portes-ouvertes, etc). Pour sa part, la Fondation anime un réseau de 31 Boutiques Solidarité réparties sur tout le territoire. Elles reçoivent un public de tous âges, de plus en plus nombreux. Avec une journée de rencontres et d'échanges, le 20 octobre sera le point d'orgue de cette semaine au Forum des images à Paris. ■



Territoires

SEINE-SAINT-DENIS

Construction d'une Pension de famille de 25 logements à quelques mètres de la station de métro Église de Pantin. Gérée par "Le Refuge", soutenue par la Fondation, cette Pension sera ouverte en priorité à des hommes, marginalisés depuis longtemps.

ESSONNE

À Bure-sur-Yvette, quatre studios aménagés dans une ancienne grange accueillent des étudiants aux revenus modestes. Ces logements ont été en partie financés par la Fondation dans le cadre de son programme "Toits d'abord".

INDRE-ET-LOIRE

Monsieur P., un adulte handicapé, a des revenus trop faibles pour entretenir sa maison. La Fondation a donc financé une partie des travaux de remise en état sur son budget "SOS Taudis". Le propriétaire qui a participé aux travaux a bénéficié d'un petit crédit et d'un accompagnement social.



Avec vous, avec

Quelques chiffres :

En France métropolitaine, **17 510** personnes vivent dans **569** bidonvilles situés dans 38 départements.

(Dihal 2016)

Depuis 2010, **71 698** personnes ont été expulsées/évacuées de bidonvilles.

(LDH/ERRC)

en finir les bidonvilles

■ *Trop souvent, bidonville rime avec destruction et expulsion, alors que la circulaire du 26 août 2012 impose de reloger leurs occupants. En Europe, en France, des tragédies humaines se déroulent sous nos yeux, les états rechignant à intervenir, sinon par la force. Pourtant, sur le terrain, des associations, des élus et des citoyens se démènent pour qu'une vie digne soit possible après le bidonville.*

■ **C**haque jour, Daniel fait ses tournées avec le minibus. Il emmène les uns et les autres à Saint-Etienne, dépose les enfants à l'école, transporte du matériel. « Tous les six mois, on était chassé des terrains que l'on occupait. Notre installation au "Village", en 2012, dans les mobil-homes, a marqué le début d'une autre vie. Aujourd'hui, ma femme et mes quatre enfants vivent comme tout le monde. Mes enfants, nés ici, ne dorment plus dehors. Même mon père n'aurait pas pu m'aider comme on m'a aidé ici. »

Daniel et les siens faisaient partie des dix familles Roms qui ont vécu sous des tentes, à la sortie de la ville. « En 2011, on faisait la manche,

on n'avait rien, même pas l'eau. Quand on a rencontré Alain et Maria, notre vie a complètement changé. »

Militants convaincus, fondateurs de "Citoyens Solidaires 42", Alain Gomez et Maria Guerra, soutenus par quelques habitants et bénévoles, obtiennent un terrain de 1000 m² où les familles peuvent enfin s'installer sans crainte d'être délogées. Grâce à l'aide financière de la Fondation, dix mobil-homes sont achetés, l'électricité raccordée et les familles s'installent au "Village". « On s'est inspiré de l'abbé Pierre: nous voulions bâtir un projet d'insertion avec elles et pour elles. On a utilisé tous les leviers en même temps: un toit, un accompagnement pour les



© FAP

adultes et les enfants, l'accès aux droits... ils étaient tellement traumatisés qu'il fallait tout reprendre, tout apprendre», explique Maria. Dès le départ, l'association a pour objectif la complète insertion économique et sociale des personnes. Une vraie gageure dont tout le monde a bien conscience

■ Daniel, 30 ans, sa femme et leurs deux aînés. Aujourd'hui, la famille compte six membres. Elle vit depuis un an dans un F4 à quelques kilomètres de Saint-Étienne.



■ Difficile de trouver ses repères, d'aller à l'école ou de jouer dans un bidonville tel que celui de Metz; un contexte inacceptable pour voir grandir un enfant.

En 2015

En France, **11 128 personnes ont été expulsées par les forces de police sur 111 lieux de vie.**

(Ligue des droits de l'Homme)

26 août 2012

Circulaire interministérielle relative à l'évacuation des bidonvilles : aucun démantèlement si les habitants n'ont pas d'autre logement ou si les enfants sont privés d'école.



© Pierre Faure

et à laquelle la Préfète souscrit. « Grâce à elle, la Mairie nous a donné le terrain et laissé tranquilles. Le Conseil général a financé un poste d'éducateur spécialisé. Mais sur place, ça n'a vraiment pas été facile ! Pour la première fois, on s'intéressait à ces personnes, non pour les discriminer mais pour les insérer. Nous avions des traducteurs. Il a fallu rompre la peur et ensuite, accompagner pas à pas, tous les jours. Petit à petit, on a imaginé une activité de récupération et de transformation pour valoriser leur culture. »

La manche, puis la caisse

En 2013, Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur, affirmait que « les Roms n'avaient vocation qu'à retourner chez eux ». Au même moment, dans la Loire, sept familles trentenaires s'intégraient. Objets détournés, ligne textile aux couleurs vives, accueil chaleureux...

la boutique solidaire "La Bohème" et l'atelier couture ont ouvert en 2014. Le bouche-à-oreilles a fait le reste. Aujourd'hui, six personnes y sont salariés. Seules trois familles sont encore en mobil-home, mais il y a des pistes de logement et d'emploi dans les communes avoisinantes. « Deux intervenants sociaux ont encadré les familles pour leur recherche de logement. Cependant, elles ont

fait l'essentiel des démarches toutes seules. Dans le contexte actuel, ça n'était pas gagné ! On a vu des marchands de sommeil, bien sûr, mais aussi des propriétaires tout à fait ouverts », note Alain. « Quand je téléphonais pour un appartement, beaucoup raccrochaient dès qu'ils savaient que j'étais Rom et que nous avions six enfants. Mais j'ai continué, continué. Et puis un jour, j'ai trouvé cet appartement de



© FAP

© DR



© DR

■ Félicia, lors d'une fête organisée à "La Bohème". Mère de six enfants et vendeuse à la boutique solidaire, elle encourage les autres femmes à travailler.

Je fais la caisse, parle avec les clients alors qu'il y a cinq ans je faisais la manche! Maintenant, les gens me regardent autrement quand je leur raconte ma vie d'avant. Je ne la cache pas. » Et, lorsqu'on demande à Félicia de donner des cours de français aux personnes illétrés de sa communauté, elle répond avec un large sourire: « *Vraiment? Vous croyez que je vais pouvoir?* »

quatre chambres, au troisième étage sans ascenseur», raconte Félicia, encore émue. «Ma fille aînée vient de passer son bac, elle a pleuré quand elle a eu sa chambre l'année dernière. Pouvoir se laver tous les jours, avoir une cuisine, des étagères pour ranger. Je parle tout le temps de notre ancienne vie. On ne peut pas oublier.» Vendeuse à "La Bohème", Félicia est la seule femme qui travaille. À 38 ans, elle

ne cache pas sa fierté et encourage les autres femmes. «*Sans Alain, Maria et les autres, je ne serais pas arrivée à ça. Aujourd'hui, je travaille vingt-six heures par semaine.*

■ À Grande-Synthe, avec l'aval du Maire, l'aide de bénévoles et l'appui de la Fondation, des cours sont dispensés aux enfants et aux adultes. La solidarité reconstruit un avenir pour ces familles oubliées.

L'asile et le Droit

Plus au Nord, à Grande-Synthe, bloqués dans le premier camp humanitaire français ouvert en mars dernier, 800 habitants, dont la plupart issus du bidonville du Basroch tout proche, rêvent d'une telle

9 décembre 2013

L'Union Européenne s'accorde à mettre en œuvre des recommandations visant à l'intégration socio-économique des communautés roms : accès à l'éducation, à l'emploi, aux soins de santé et au logement.



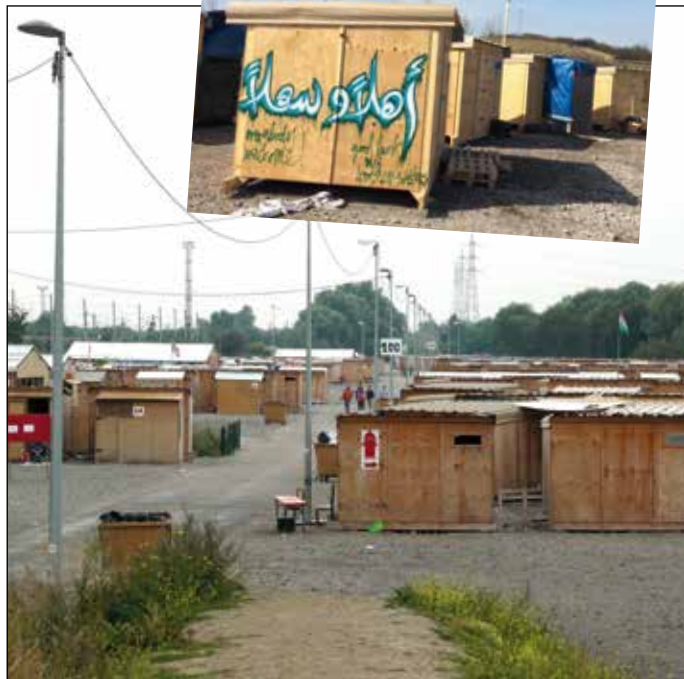
© FAP



© Michel Carvou



- Depuis juillet, des structures en dur remplacent les abris de fortune. Ils offrent intimité et minimum de confort aux personnes migrantes installées à Grande-Synthe.



« Ma fille de 2 mois est née ici, j'ai deux autres enfants de 6 et 8 ans. Nous sommes partis d'Iran il y a plus d'un mois, je n'ai plus ni argent ni papiers. »

intégration, en France ou en Angleterre. Depuis plusieurs années, associations et citoyens sont à leurs côtés ici et dans les autres bidonvilles recensés sur le littoral. Certains d'entre eux ont été évacués brutalement cet été. « Au-delà de l'aide d'urgence, il faut énormément parler avec les familles, avec les mineurs isolés qui sont très nombreux. Il y a une vulnérabilité énorme, une emprise des passeurs qui font régner leur loi. Il faut d'abord gagner la confiance, puis orienter peu à peu la conversation pour qu'ils prennent conscience de leurs droits », souligne Sabrya, licenciée en Droit et bénévole de l'association "Utopia" sur le camp de La Linière.

En ce matin de juillet pluvieux, le campement est désert. Deux cents "shelters", des abris en aggloméré de six m², s'alignent dans la grisaille. Sur cinq hectares de terrain, adultes et enfants

attendent semaine après semaine. Quelques baraques colorées signalent la présence d'une école, d'une association ou d'un foyer. Les occupants dorment, c'est la nuit qu'ils s'activent pour tenter de gagner Calais et l'Angleterre. Vers 14 heures, des portes s'ouvrent. Devant son feu de bois, à l'abri 62, un père de famille essaye de se réchauffer et veut bien témoigner : « Ma fille de deux mois est née ici, j'ai deux autres enfants de six et huit ans. Nous sommes partis d'Iran il y a plus d'un mois, je n'ai plus ni argent ni papiers. »

- L'antenne psychosociale associative, un lieu d'écoute et d'expression sécurisé qui enregistre jusqu'à 150 passages par jour.

atteindre Manchester. « Là-bas, je trouverai du travail. » Sans arrêt, la centaine de bénévoles de l'association "Utopia" explique qu'il faut à tout prix avoir une adresse pour risquer la traversée, sans quoi la demande d'asile ici, en France, peut être la bonne solution. « Il faut écouter la douleur, puis informer les occupants car ils sont tellement vulnérables », confie Sabrya.

Reprendre vie

Depuis le 6 septembre, la Fondation Abbé Pierre finance un point d'accès aux droits à l'extérieur de la Linière, pour conseiller et orienter deux après-midi par semaine occupants et Grand-Synthois. Délit de solidarité, droit d'asile, privation de la liberté, violences... dix bénévoles ont été formés par les Conseils départementaux d'accès aux droits (CDAD). L'objectif est d'animer un lieu-ressource pour tous qui



soit le pivot entre le camp et la ville. Des interprètes kurdes et anglais sont prévus, en partenariat avec Médecins du Monde qui a aussi mis en place, avec l'aide financière de la Fondation, un accompagnement psycho-social des familles dans le camp. « *Nous sommes deux à quatre psychologues sur place. L'espace est ouvert et à disposition des enfants et des adultes, c'est un lieu de parole sécurisé. Notre objectif est d'offrir ici des activités qui permettent à chacun, de s'exprimer, d'évacuer le traumatisme pour que la vie puisse reprendre* », explique Clémence Arceluz, coordinatrice médicale à Médecins du Monde. « *Notre plaidoyer commun avec la Fondation, c'est que le droit prime pour tous. Il faut que les personnes qui ont un besoin médical puissent consulter un psychologue, un psychiatre à l'hôpital. Mais il faut aussi être sur place pour tous les autres et les aider à redonner sens à leur vie. Et ça, effectivement, l'État ne le fera pas.* » ■



© FHP

Témoignage

« J'ai appliqué la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen. »

Roger Meï, maire de Gardanne, revient sur l'action de la commune en faveur des personnes Roms.

Comment avez-vous résorbé l'ancien bidonville de Gardanne ?

Il y a quatre ans, nous avons décidé d'accueillir dignement les douze familles Roms qui vivaient dans des conditions inacceptables. Nous les avons installées au Puits Z, un ancien carreau de mine de la ville. Nous leur avons fourni des conditions de vie correctes mais pas définitives, car l'objectif a toujours été leur insertion. Ensemble, nous avons rédigé une charte (propreté, vol et mendicité interdits...). Celle-ci prévoyait aussi la scolarité des enfants dans nos écoles. Aujourd'hui, neuf familles sont relogées et insérées, dont trois dans la région. Un maire m'a même appelé en me disant : « *J'ai besoin d'une famille pour sauver mon école.* » Aujourd'hui, le père de famille travaille dans la scierie locale. Nous avons réussi, mais ça n'a pas été facile et il a fallu l'aide de tous : les habitants réunis autour du "Collectif Roms", la paroisse et bien sûr, la Ville qui représente l'autorité. Elle est nécessaire, même quand c'est le cœur qui parle.

Les mairies ont-elles les moyens d'assurer un accueil digne sur leur territoire ?

Nous n'avons pas fait de discours, nous avons agi. Si toutes les communes en fai-



Roger Meï

© DR

saient autant, à la mesure de ce qu'elles sont, il n'y aurait pas de "problème Rom" dans les Bouches-du-Rhône. Chacun doit faire un effort d'intégration et je souligne que nous avons eu un réel soutien de la Région, du Département et de la Préfecture. Les communes environnantes doivent prendre leur part d'humanité. Un maire proche d'ici m'a félicité pour ce que nous avons fait. Je lui ai dit : « *Et toi, qu'as-tu fait pour les Roms?* », Il ne m'a jamais répondu.

Comment éviter les bidonvilles ?

Nous n'avons pas de problème "avec" les Roms mais j'ai failli perdre les élections "à cause" des Roms. Les cambriolages avaient particulièrement augmenté lorsqu'ils sont arrivés et tout le monde les accusait.

Quand nous avons pris les auteurs, ils étaient tous Français... il faut arrêter de faire de la mauvaise pub, il faut travailler à la tolérance dans le respect des droits et des devoirs par tous. Logements, scolarisation, démarches administratives... le Préfet et le sous-Préfet ont vraiment été à nos côtés. Quand je vais au Puits Z, les enfants m'embrassent. Et pour l'anecdote, l'un des enfants s'appelle Christian, comme l'ancien chef de la police municipale. ■



Certaines municipalités nient l'accès à la culture aux défavorisés, voire l'entravent. Pourtant, associer des personnes sans lien, sans abri, déracinées, à des activités artistiques permet de les sortir de leur quotidien, de les valoriser et les socialiser.

La culture, c'est vital!

Mener une politique culturelle bien ciblée dans les quartiers en difficulté est essentiel. Elle crée des temps d'échanges et de rencontres, stimule la créativité, donne la parole à ceux qui en sont souvent privés. Mais, il est parfois rude de convaincre les autorités et les édiles du rôle primordial de la culture auprès de ces populations vivant en marge. La pauvreté effraie, beaucoup refusent de la voir, de la côtoyer. C'est ainsi qu'en juin dernier, la nouvelle équipe municipale d'Apt, dans le Vaucluse, écrivait aux organisateurs du festival "C'est pas du Luxe", dont la dernière édition s'était déroulée sur la commune, qu'elle était au regret de les informer qu'elle ne souhaitait pas donner suite à cet événement « ne pouvant être inscrit dans la programmation » (!). Or, depuis 2011, cette manifestation regroupait, d'abord au Thor puis à Apt,

sans trouble ni dommage, environ 500 festivaliers, en majorité des personnes exclues venues de toute la France et attirait quelque 5 000 spectateurs. « *La culture est un ingrédient essentiel pour ne pas succomber au désespoir* », aime à répéter Vincent Delahaye, directeur de l'association d'accueil et d'accompagnement Le Village, un des principaux organisateurs du festival "C'est pas du Luxe" avec la Fondation Abbé Pierre et La Garance, Scène nationale de Cavaillon. À Apt en 2015, Alain 38 ans, SDF confessait : « *Ici, quand je joue devant les autres ça donne un sens à ma vie* » et Renée, 54 ans, renchérisait : « *C'est important que les habitants voient ce qu'on fait et qu'ils nous voient. Quand on présente quelque chose, on nous regarde, on nous parle.* » Des paroles qui prêchent plus qu'un long discours en faveur de l'accès à la culture. Sans discrimination. ■

Une écoute véritable

Donateur auprès de la Fondation, j'apprécie de pouvoir échanger avec elle. Est-ce que mes différents écrits servent à quelque chose ? Qui les lit ? Peut-on les partager ? Merci pour votre attention.

■ Pierre C., Castelnaudary ■

Nous sommes très sensibles aux liens que nous tissons avec celles et ceux qui nous soutiennent. La preuve, cette page "En Partage" qui répond en partie à vos questions. Oui, bien sûr nous lisons le courrier que les donateurs nous adressent. En fonction de leur contenu et des questions posées, nous les orientons vers les personnes concernés. Le président, le délégué général, les membres du Conseil d'administration prennent connaissance des écrits qui posent des questions de fond sur le fonctionnement de la Fondation, son but, son financement, suggèrent ou émettent des idées. Nous lisons tout ce qui nous est adressé par courrier, par mail, par les réseaux sociaux. D'ailleurs, depuis peu vous pouvez aussi dialoguer, échanger vos idées sur la plateforme "#OnAttendQuoi" (voir p. 5). Nous apprécions les suggestions, les critiques mais aussi les encouragements. Nous nous réjouissons de découvrir des anecdotes, des photos, bref tout ce qui nourrit le

#ON ATTEND QUOI

dialogue, car comme nous l'a joliment rappelé une de nos donatrices : « Laissons parler le cœur des femmes et des hommes, et nous construirons des relations solidaires durables. »

Comment vous aider ?

Cadre dans une PME qui n'a aucun lien avec le logement, j'aimerais savoir si je peux malgré tout l'inciter à vous aider et comment ?

■ Aurélie T., Marcillac ■

Si vous lisez "Et les Autres?", dans notre rubrique "Agir ensemble", vous pouvez constater que, non seulement diverses entreprises nous soutiennent, comme EDF, Ikéa, Truffaut, par exemple, qui, pour certaines, n'ont aucun lien avec le logement, mais aussi des universités, des écoles, des associations, des clubs sportifs, des particuliers (à l'occasion de leur mariage, de leur départ à la retraite, etc.) qui organisent des collectes au profit de la Fondation. Votre entre-

prise peut associer sa responsabilité sociale, la solidarité de ses salariés et clients aux valeurs et actions de la Fondation Abbé Pierre, être porteuse de sens et de valeur en direction des plus démunis. Pour cela, différentes manières de soutenir peuvent être mises en place : mécénat financier (apport en numéraire sur un projet défini ou sur l'ensemble des actions menées), dons en nature (matériels, produits, espaces publicitaires), produits partage (vente d'un produit/service dont une partie du prix est reversée à la Fondation), mécénat de compétences (mise à disposition de salariés sur leur temps de travail), pourcentage sur les ventes, épargne salariale, événements au profit de la Fondation (ventes aux enchères, concerts, spectacles, expositions).

Financée très majoritairement par les dons privés d'entreprises et de particuliers, la Fondation a besoin de cette chaîne solidaire pour continuer à agir, à interpeller et à monter ses programmes.

Pour vous aider, vous conseiller, répondre à vos questions, n'hésitez pas à nous contacter par e-mail :

partenariat@fondation-abbe-pierre.fr, ou par téléphone : 01 55 56 37 13, ou par courrier :

3, rue de Romainville 75019 Paris.



Aidez-nous ! Abonnez-vous

Oui, je décide de m'abonner

au journal trimestriel de la Fondation Abbé Pierre : « et les autres? »

4 € pour 4 numéros par an.

Pour connaître ses actions, ses enjeux et ses résultats.

Mme Mlle M.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville : Code postal :

e-mail :

Règlement : chèque bancaire chèque postal libellé à l'ordre de la Fondation Abbé Pierre.

Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de suppression et de rectification aux données personnelles vous concernant en vous adressant à notre fondation. Par notre intermédiaire, vous pouvez être amené à recevoir des propositions d'autres sociétés ou organismes. Si vous ne le souhaitez pas, il vous suffit de nous écrire en nous indiquant vos nom, prénom, adresse (et si possible les références du message que vous avez reçu).



Renouvellement du parc social

À la demande de la ministre du Logement, Christophe Robert, délégué général de la Fondation, a examiné la possibilité de mobiliser le parc privé à des fins sociales (lire p. 17). En effet, la création d'un parc à vocation sociale dans ce secteur où les inégalités sont les plus fortes, est tout aussi essentielle que dans le parc social si l'on veut apporter des solutions immédiates à la pénurie de logements sociaux.

Loi de transition énergétique décevante

L'article 12 de la loi de Transition énergétique prévoyait d'interdire aux bailleurs de louer des logements mal isolés et de les contraindre à engager des travaux d'économie d'énergie. Un article très attendu par des milliers de locataires payant de fortes charges énergétiques. Or, le décret d'application est plus que décevant. Ce texte ne fixe pas un calendrier précis de mise aux normes. Il se contente d'énumérer des critères flous : vitrages « en bon état », « étanchéité à l'air correcte », « pas d'excès d'humidité », fenêtres sans trou, appareil de chauffage « en bon état de fonctionnement ». On est très loin des intentions du législateur qui souhaitait un décret sans équivoque, précisant un niveau de performance chiffré en KWH par m³ et par an. Une fois encore, un article de loi est vidé de son sens au détriment des plus mal-logés.



© DR

Mixité sociale : une mise en place délicate

Le projet de loi Égalité et Citoyenneté vise, entre autres, à améliorer le droit au logement et la mixité sociale grâce à trois leviers : la révision des critères d'attribution des logements sociaux, l'adaptation des loyers du parc social et la répartition territoriale de la production de logements sociaux. Le texte, examiné et adopté en première lecture par l'Assemblée nationale et le Sénat, a subi quelques modifications contraires à son esprit qui risquent de mettre les plus modestes à l'écart des logements sociaux (Hlm). Il est à souhaiter que la commission spéciale créée pour mesurer l'impact des amendements avant un nouvel examen de la loi au Parlement prenne en compte les intérêts de celles et ceux qui éprouvent des difficultés à se loger.



© DR

APL : une rentrée difficile

Depuis le 1^{er} juillet, les règles de calcul de l'APL (Aide personnalisée au logement), modulent le montant de l'aide en fonction de la cherté du loyer. Résultat, plus de 100 000 familles sur les 6,5 millions qui les perçoivent voient leur allocation réduite ou supprimée. Ces familles vivent en majorité dans les grandes agglomérations Paris, Lyon, Lille, etc. où les loyers flambent. Contrairement à ce que suggère le Gouvernement, la mesure est loin de ne toucher que des privilégiés. Certains des allocataires perçoivent les minima sociaux, vivent dans de petits logements et sont souvent en attente d'un logement social depuis longtemps.



© DR

Interview

« Être les ambassadeurs du logement à vocation sociale. »

Le 29 janvier, la Fondation s'est vue confier une mission par la ministre du Logement : proposer des solutions pour mobiliser des logements dans le parc privé à des fins sociales.

Bernard Cadeau, président élu d'ORPI, 1^{er} réseau d'agents immobiliers de France, fait partie du groupe de travail mis en place par la Fondation pour effectuer cette mission.

Pourquoi avoir accepté l'invitation de la Fondation ?

Nos clients connaissent des hauts et des bas, comme tout le monde et peuvent être concernés par le logement social. Je partage aussi l'analyse de la Fondation sur le manque criant de logements accessibles et suis persuadé que sans une démarche collective, on ne trouvera pas de solution. L'État ne peut pas tout faire. Or, il y a une vraie ressource de logements par le biais du parc privé et nous avons envie d'agir pour le mobiliser. Nos clients sont prêts à jouer le jeu, je vous garantis que ce ne sont pas des spéculateurs. Ce qu'ils veulent quand ils investissent, c'est se garantir un revenu complémentaire et récurrent pour leur retraite, en louant pendant 10 ou 20 ans, puis récupérer ensuite leur logement.

Notre rôle, c'est de faire de la pédagogie, car le logement social n'est pas l'apanage de l'État. Proposer du logement de qualité qui corresponde à ses occupants, c'est une démarche que nous menons depuis 5 ans, sans angélisme et sans nous substituer à l'État. Ce qui ne veut pas dire que nous avons tout compris tout seuls ! C'est un sujet complexe et j'ai beaucoup appris lors de nos réunions de travail avec la Fondation.



Bernard Cadeau

© DR

Peut-on simplifier les choses ?

Au niveau de l'État, il doit y avoir un dispositif qui nous aide à être les ambassadeurs du logement à vocation sociale. L'État doit nous fixer un cadre institutionnel en créant, par exemple, un guichet commun aux bailleurs privés et publics pour le logement social. Il faut aussi qu'à un avantage fiscal donné, corresponde un barème de loyer. Il faut un cadre durable qui soit propice à l'arrivée massive de logements accessibles sur le marché à des conditions efficaces. À nous ensuite d'inciter et convaincre les clients, mais je n'ai pas d'inquiétude, ils joueront le jeu. Ce ne sont pas des "chasseurs de primes".

Combien de logements pourraient être rapidement disponibles dans le parc privé ?

Notre réseau réalise 40 000 ventes de biens par an auprès de particuliers. Je pense que nous pouvons viser 5 000 logements en année 1 et 10 000 en année 2. Mais il faut que les futurs candidats à l'élection présidentielle s'emparent de ce sujet. Nos futurs dirigeants doivent s'engager sur le logement social. ■

Logement : les Britanniques souffrent

En Europe ce sont les Français et les Britanniques qui dépensent le plus pour se loger. L'ensemble des dépenses liées au logement représentent **25 %** du revenu disponible en Grande-Bretagne et **18 %** en France.

La surface moyenne des logements en France est cependant de **35 %** supérieure à celle d'outre-Manche : 102 m² contre 76.



le beau geste de la RATP

Pour la troisième année consécutive, la RATP, sensible aux actions de la Fondation, a tenu à s'associer à l'opération Abbé Road en offrant 1 000 espaces publicitaires sur les quais et dans les couloirs du métro, ce qui représente un montant de plus de 95 000 € d'espaces gracieux. Ces affiches, annonçant le concert du 17 octobre à la Cigale à Paris, ont permis à cet événement de bénéficier d'une belle visibilité auprès des millions de voyageurs des lignes RATP.

Pot de départ

En raison de son engagement auprès des migrants, un grand patron partant à la retraite a proposé à ses collaborateurs de lui faire un cadeau original. Ils ont organisé une cagnotte en ligne pour récolter des fonds en faveur des actions que mène la Fondation auprès de ces populations. 1 805 € ont été collectés par ce biais. Patron et entreprise ont souhaité garder l'anonymat. Nous les remercions vivement de cette généreuse initiative.

Petites foulées mais grande générosité

Pour la cinquième année consécutive, les étudiants en master Management de l'Immobilier de l'université Paris-Dauphine ont organisé une course à pied de 10 km dans le bois de Boulogne, en faveur des mal-logés. Ce sont plus de 1500 professionnels de l'immobilier qui ont couru solidairement le 19 juin. Les frais d'inscription de la course ont permis de remettre un chèque de 12 000 € pour soutenir les actions de la Fondation. Denis Burckel, directeur du master, nous a confié :

« La légitimité des managers de l'immobilier ne peut pas seulement reposer sur leurs connaissances techniques. Leur responsabilité est aussi de donner du sens à leur action et d'être utiles à la société. Courir au profit de la Fondation sensibilise aussi bien les étudiants que les professionnels et leur permet d'agir concrètement contre le mal-logement. Merci à elle de s'associer ainsi à notre projet pédagogique. »



LOGER LES PLUS DÉMUNIS

Partenaire de 2005 à 2010, le promoteur immobilier Nexity renouvelle son engagement aux côtés de la Fondation en soutenant le réseau des Pensions de famille qui accueillent les plus démunis. Nexity va apporter un soutien annuel de 150 000 € pendant trois ans pour contribuer au développement de ces Pensions de famille (équipement, formation, animation, etc). Son

président, Alain Dinin, a confié : « Nous avons un attachement particulier pour la Fondation Abbé Pierre et son engagement quotidien en faveur de l'insertion par le logement. Nous avons eu un coup de cœur pour la Pension de famille des Thermopyles à Paris et avons souhaité soutenir cette forme d'habitat qui contribue à la reconstruction des résidents en leur offrant un chemin vers l'autonomie. »

De généreux clients

Fidèle partenaire de la Fondation depuis 2009, Brico-Dépôt a organisé, pour la première fois cette année, une grande collecte de dons auprès des clients de ses 118 enseignes. Des cartes de dons, proposées en caisse, ont ainsi permis aux clients de soutenir les actions de la Fondation. Le dépôt de Lempdes (63), qui a obtenu les meilleurs résultats lors de cette collecte, nous a remis un chèque de 57 500 €.



Legs et Donations

Soutenir nos actions autrement

Entreprise, association, organisation, particulier... vous voulez faire un acte citoyen et avoir une communication de fin d'année originale ? Commandez nos cartes de vœux qui peuvent être personnalisées.

Depuis plusieurs années, la Fondation Abbé Pierre a souhaité diversifier ses recettes en éditant une dizaine de collections de cartes de vœux originales permettant à tous de participer au financement de ses différents programmes et missions. En effet, les besoins sociaux ne cessent d'augmenter et il est indispensable de disposer de davantage de moyens pour soutenir les personnes en grande difficulté.

Pour mener à bien ses actions d'interpellation, pour accueillir soutenir et aider les plus démunis, la Fondation a besoin de l'appui constant de ses donateurs, sa seule source de revenus lui garantissant une réelle

indépendance. Elle sait qu'année après année, elle peut compter sur tous. Ces achats de cartes sont un moyen simple de contribuer à son action auprès des personnes défavorisées dont le nombre croît. En les commandant au plus vite, il est possible de les personnaliser afin qu'elles soient tout à la fois un message d'espoir et une marque forte d'identité. En profitant de cet achat pour faire un don, celui-ci bénéficie de la déduction fiscale pour les personnes imposables. ■



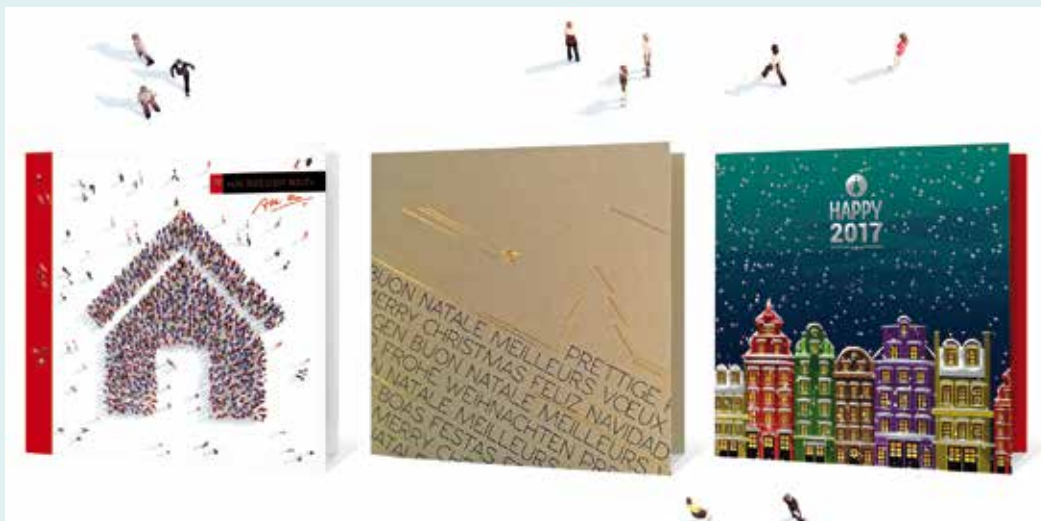
COMMANDER NOS CARTES DE VŒUX

Vous pouvez passer vos commandes sur la boutique en ligne :

www.cartesvoeux-fondationabbepierre.com ;

par téléphone au : **04 42 16 38 92** ;

par mail à l'adresse suivante : cartesvoeux@fondationabbepierre.com





Il était une fois...

Le combat de Nolwenn Leroy avec l'abbé Pierre



© Seb ! Godefroy

■ Je me souviens très bien de notre premier entretien ; j'étais venue rencontrer tous les enfants des salariés et bénévoles de la Fondation, à Paris, autour d'un goûter musical. C'était en février 2005. J'ai rejoint l'Abbé dans une petite pièce et le temps s'est arrêté. Je vivais un moment unique.

Je ne voyais plus du tout ce qui se passait autour de moi, mais lui a remarqué ma mère et

ma sœur qui nous regardaient par la porte entr'ouverte. Il les a faites entrer. Nous étions toutes les trois autour de lui, c'était très fort. Il m'a pris la main, nous avons parlé de la vie. Cela fait partie des quelques moments qui restent dans le cœur pour toujours. L'abbé Pierre, c'était la générosité et le don de soi. Il était notre père à tous. Et pour moi, il l'est toujours.

Aujourd'hui, c'est toujours grâce à lui que je peux rassembler toute l'énergie et toute la conviction nécessaires pour continuer à porter son message et combattre le mal-logement, comme nous allons le faire durant toute la campagne "#OnAttendQuoi" jusqu'en mai prochain.

« *C'est à ce moment-là que je lui ai fait la promesse de combattre à ses côtés.* »

Il avait une façon unique de transmettre énergie et espoir. Pour moi, c'est très précieux de voir que nous sommes plusieurs à continuer de porter son combat et ses valeurs, chacun dans son domaine, aux côtés de la Fondation.

Un mot revenait souvent dans sa bouche : « ensemble ». Il avait une vision très fédératrice de l'existence. Il fallait être ensemble pour faire bouger les choses. La solidarité, la fraternité étaient l'essence même de son combat et restent les miennes.

Pour moi, l'abbé Pierre était capable de redonner confiance et espoir à n'importe qui. Aujourd'hui, ce qui est important, c'est d'offrir de l'espoir face au malheur. ■